

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM

P.K.L.S.

Est-ce que ces millions de morts ne méritaient pas aussi 3 minutes de silence ????

1999 - bombardement de la Yougoslavie	des milliers de morts	\$
1994 - invasion d'Haïti	des dizaines de morts	\$
1993 - débarquement en Somalie	des centaines de morts	\$
1990 - 2001 bombardement de l'Irak et blocus criminel	un déluge de bombes...1.500.000 morts	\$
1985-1986- bombardement de la Libye	des dizaines de morts	\$
1989 - invasion de Panama	plus de 3.000 morts	
1983 - invasion de la Grenade	des centaines de morts	
1982-1984 - intervention au Liban	des centaines de morts	ku klux klan
1970-1990 - opération Condor	des milliers de morts, de disparus en Amérique Centrale et Sud	
1964-1973 Guerre du Vietnam	2 millions de morts, 3 millions de blessés	racisme
1965 - intervention à St Domingue	des morts	ségrégation
1961 - agression contre Cuba	40 ans de blocus criminel	
1950 - intervention en Corée	2 millions de morts	
1945 - Hiroshima-Nagasaki	210.000 morts	
génocide des amérindiens 3 siècles de traite et d'esclavage	des millions et des millions de morts	esclavage

POUR LA VICTOIRE DE L'INDÉPENDANCE

LEUR CONGRÈS, UNE ESCROQUERIE POLITIQUE!

POUR UNE CLARIFICATION DU DÉBAT POLITIQUE

USA IL FAUT ABATTRE LE CAPITALISME ET L'IMPERIALISME

SONJÉ SÈPTANM 1870

POUR LA VICTOIRE DE L'INDEPENDANCE

Christian Paul, Charles Josselin et les autres ... à Paris, Durban, Cayenne comme ailleurs ont encore fait étalage de tout le mépris de la France envers ses colonisés, et révélé une fois de plus toute la duplicité du pouvoir colonial.

La France, qui a toujours cherché à escamoter la réalité de la colonisation et toutes ses conséquences tragiques pour des millions d'êtres humains comme le massacre des indigènes, la traite des noirs et l'esclavage, veut aujourd'hui se draper dans le linceul immaculé du pardon, de la rédemption, de la soi disant vérité....

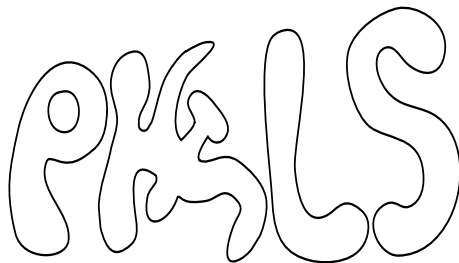
A Paris PAUL dit vouloir assumer la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité et prévoit des initiatives sur le territoire de la « métropole » pour que les Français connaissent mieux cette histoire, mais rien dans notre pays pour respecter notre dignité, de réparation pas un mot.

Dans le même temps avec la conférence de Durban on voudrait nous faire admettre que ce sont les blancs des pays développés, qui aujourd'hui viennent parler au nom de ceux qui ont commis tant et tant de crimes sur tous les continents, spoliés tant et tant de peuples, volé tant et tant de terre partout sur la planète qui seraient à même de décider quels crimes doivent être reconnus et quand, comment et pourquoi il devrait y avoir réparation.

Eux les « grands », du haut de leur richesse, résultat du pillage des pays des pauvres, étalent leur arrogance, prétendent être leurs propres juges pour les crimes qu'ils ont commis hier et se garantir l'impunité pour ceux d'aujourd'hui.

A Cayenne le représentant du gouvernement colonialiste vient avec toute sa morgue dire qu'eux les Français ils ont décidé pour nous les colonisés que toute évolution statutaire, s'il devait en avoir, se ferait après consultation de la population mais pour un changement dans la République française et dans l'Europe.

Comme hier, ils sont arrogants, méprisants, usant de leur pouvoir militaire, financier, économique, de leur pouvoir répressif.



Que nous faudrait-il donc de plus pour comprendre que nous n'avons rien à attendre de quelque initiative du colonisateur ?

Que ceux des Martiniquais qui jouent aux manipulateurs, aux entremetteurs, à zwèl séré, réfléchissent pendant qu'il est encore temps, la vague populaire tant soudaine elle peut être, tant ample peut être sa force.

Nous nous devons d'exprimer notre méfiance vis à vis de tout ce que peut proposer le « maître » et exiger le respect des êtres humains que nous sommes.

Nous nous devons de condamner le système qui nous est imposé et nous engager dans la lutte pour le détruire par tous les moyens.

En mémoire des indigènes massacrés, des Africains qui ont tant souffert, des esclaves tellement maltraités, de toutes

les victimes du colonialisme, de tous les opprimés, de tous les exploités, nous devons arracher notre libération nationale, notre émancipation sociale.

Il n'y a plus de temps à perdre, il n'y a plus de calculs d'apothicaires à faire, il n'y a plus à attendre du maître blanc français.

Refusons d'être des sujets manipulés, prenons en mains notre destin

Ayons le courage de nous regarder sans complaisance dans un miroir, assumons notre devoir vis à vis de nos enfants, l'avenir de notre peuple.

La liberté a un prix, elle exige des sacrifices, nos ancêtres et les autres peuples l'ont compris, nous seuls pouvons conquérir la notre.

L'arrogance n'a jamais fait la grandeur d'une cause, le mépris n'a jamais réduit l'autre à néant.

Ils n'y a que ceux qui résistent que l'on respecte, il n'y a que ceux qui luttent qui peuvent vaincre.

Engageons-nous résolument dans la lutte, redoublons d'efforts dans notre tâche quotidienne pour la conquête de l'indépendance.

Pour sortir des ténèbres de la nuit coloniale, ce ne doit pas être « chak bètafé ka kléré pou nam li » nous devons tous ensemble allumer notre flambeau pour éclairer le chemin de la victoire.

**KI YO LÉ KI YO PA LÉ
NOU KÉ PWAN YO !**

Pour une clarification

La conséquence tragique du compromis entre droite-gauche et certains patriotes : LA PERENISATION DU SYSTEME COLONIAL

Depuis plusieurs mois, notre pays nage en pleine confusion politique et ceci ne peut que faire le jeu du pouvoir colonial et de la caste béké. Il nous paraît essentiel que nous apportions quelques éléments d'analyse pour y voir plus clair

Les années 70, 80, 90 ont vu la montée du sentiment national et de la conscience politique de notre peuple. Sur le plan politique, cela s'est traduit par une rupture de plus en plus nette entre les tenants de la présence française, sous une forme ou une autre, (départementalistes, moratoiristes, décentralisationnistes, autonomistes honteux, nouvelle droite etc..) et les forces indépendantistes. Certes, ces dernières connaissaient en leur sein des divergences sur des points importants mais l'objectif commun était clair : la décolonisation, et les moyens politiques aussi : l'unité et la mobilisation du peuple.

La création en 1997 de l'Espace Indépendantiste et la proclamation en Octobre 1998 du manifeste Martiniquais ont été le point culminant de cette période qui a vu les idées indépendantistes avancer dans notre pays, y compris sur le plan électoral dont ont profité certains courants patriotes.

De son côté, le pouvoir colonial n'est pas resté inactif. Conscient de la précarité du statut imposé à notre peuple en 1983, il a voulu créer les conditions politiques pour l'apparition, d'un nouveau statut mais à condition que celui-ci garantisse la présence française en Martinique et le maintien d'une économie de consommation non productive. Cela s'est manifesté avec les déclarations de Jospin, et de Chirac et en point d'orgue, par l'adoption en fin 2000 de la loi d'orientation par le Parlement

français.

Il serait vain et irresponsable de ne pas constater aujourd'hui que cette offensive du pouvoir colonial a eu des effets concrets et négatifs sur notre lutte.

Il ne s'agit plus pour certains de décoloniser ou non mais de « désankayer » ou pas.

Les « enkayeurs » sont principalement les départementalistes enragés et congelés avec à droite les Forces Martiniquaises de Progrès de Miguel Laventure et Anicet Turinay et à la pseudo-gauche la fédération du Parti Socialiste Français dont le premier secrétaire, Jean Crusol, s'est transformé en perroquet de la dépendance politique.

D'un autre côté, c'est la nouveauté, on aurait les « désankayeurs » basseterriens avec un panel assez large allant de la droite, Osons Oser, l'ancienne nouvelle droite avec le PCM, quelques individualités comme Désiré ou Almont et aussi, malheureusement des forces se réclamant de l'indépendance telles le MIM et le CNCP.

La base de ce groupe reste quand même assez floue. La déclaration de Basse Terre et le projet Martinique, concocté par quelques technocrates ou socioprofessionnels (en réalité, sous ce vocable se cache le patronat) nous donne quand même quelques indications. Le nouveau statut s'inscrirait dans le cadre français et européen pour

promouvoir une politique néolibérale avec son cortège de cadeaux fiscaux aux békés, de sous-traitance et de zones franches. Bref, un statut préservant les intérêts de la France et des gros possédants à la Martinique qui ne peut en aucune manière donner au peuple martiniquais les moyens de maîtriser son présent et son avenir.

Entre les deux groupes, on trouve le PPM qui continue, à l'image de la petite bourgeoisie martiniquaise, à jouer la girouette. « Sé silon van latjé poul panché ». Ébranlé par des rivalités internes dans le cadre de la course à la succession du leader vieillissant, contraint à quémander des subventions pour endiguer la gabegie de ses gestions municipales ou départementales le PPM reste quand même à ce jour la plus sûre carte du pouvoir colonial dans notre pays. Tenant compte de l'évolution des choses en France et du rapport interne en Martinique, le PPM peut opter pour le statut quo ou toute réforme à la condition que celle-ci assouvisse la soif et l'avidité de postes honorifiques de ses dirigeants.

Entre ces groupes, il n'y a pas de divergences fondamentales. La voix du Maître l'a d'ailleurs indiqué. Lors de son passage à la Martinique au mois d'Avril, Christian Paul, a déclaré qu'il ne voyait pas de contradictions essentielles entre les adeptes de la loi d'orientation, et ceux de la déclaration de Basse Terre.

Il faudrait être aveugle pour ne pas constater qu'en ralliant à son camp une partie des indépendantistes, le pouvoir colonial a marqué des points et réussit en apparence à renvoyer aux calendes

grecques la question de la décolonisation de notre pays.

Face à cette situation, il s'agit de savoir si les forces indépendantistes concernées vont maintenir ce cap bassetterrien et si ce nouveau rapport de force est immuable.

On ne peut qu'être désolé par l'option prise par le MIM et le CNCP car elle ne s'inscrit pas dans le cadre d'un projet de décolonisation et elle se traduit par des conciliabules où le peuple est souverainement absent.

Pour nous au PKLS, nous faisons le constat de cette nouvelle situation politique et la déplorons. Pressentant une telle démarche de débauchage du pouvoir colonial depuis 1997, nous avons multiplié les efforts pour empêcher toute dérive dans le camp patriotique. Nous étions même allés loin en signant le Manifeste Martiniquais à envisager une étape de transition vers l'indépendance. En effet, depuis 1984, nous nous étions refusés à définir avant la bataille un quelconque compromis. Mais nous avons accepté cette option pour assurer les bases unitaires du camp indépendantiste. Force est de constater que ces efforts ne se sont pas traduits dans la réalité.

En effet, les actuels projets de statut n'ont rien à voir avec une étape de transition vers l'indépendance mais constitue au contraire une étape de pérennisation de la présence coloniale dans notre pays. Il serait souhaitable, en tout cas honnête vis à vis du combat passé, que les organisations se réclamant du patriotisme qui ont décidé de s'inscrire dans le cadre bassetterrien

disent clairement où elles se situent aujourd'hui dans le combat anticolonial pour la libération nationale et sociale.

Comme nous l'avons déjà écrit dans le numéro spécial de Patriyot sur la question du statut, un compromis ne peut se concevoir qu'à deux conditions : d'une part au cours de la lutte et non avant celle-ci et d'autre part qu'il constitue une avancée concrète pour notre peuple et non un simple aménagement de façade entérinant le désir de la France et des forces possédantes



dans notre pays, en premier lieu la caste béké.

Or en l'état, pour ce que l'on sait du projet bassetterrien, dans lequel même l'existence de notre peuple n'est pas reconnu, il se situe en dessous du seuil minimum. Il est à mille lieues de ce que réclamait le MIM depuis 1975 comme phase de transition. Ne parlons même pas de son caractère anecdotique en comparaison de ce que la France s'apprête à céder pour la Corse.

Face à une telle réalité, il est

évident que nous combattons celle-ci et nous appelons tous les patriotes sincères à en faire de même.

Nous sommes prêts sur une base anticoloniale et anti-capitaliste à travailler avec toutes les forces indépendantistes qui refusent cette option française comme devenir de notre pays. Ce combat serait d'autant plus fort et mobilisateur si, en plus de combattre les projets néo-coloniaux, nous arrivions enfin à bâtir une alternative pour la libération nationale et sociale de notre pays.

La politique de replâtrage du système colonial ne fera illusion que pour un temps très court. Rapidement le peuple martiniquais verra que le nouveau statut donnera certes quelques postes honorifiques à nos politiciens « Lulu badjol » mais ne permettra ni de bâtir une économie martiniquaise, ni de résorber le chômage, ni de faire diminuer les inégalités, ni de combattre les déviances de notre société.

D'ores et déjà, nous devons mettre en garde notre peuple contre cette illusion coloniale et ceci comme nous l'avons fait après 1983 avec la décentralisation. Cette phase de clarification est absolument nécessaire pour que tout un chacun prenne ses responsabilités.

Dans cette nouvelle phase politique, nous garderons le cap de la vérité et du combat national et social. La clarification se fera rapidement et nous pousserons d'autant à cela que nous ouvrirons ou soutiendrons tous les fronts de la lutte libératrice contre le pouvoir colonial.

RELAXE TOTALE POUR GILBERT COUTURIER

Tous au tribunal le 01/10/2001

LEUR CONGRES : UNE ESCROQUERIE POLITIQUE!

Suite à l'adoption récente par le Parlement français de la loi dite « d'orientation » pour les colonies, le Conseil Général et le Conseil Régional se sont réunis en « congrès » pour débattre et proposer au gouvernement de la France, un projet « d'évolution statutaire » pour la Martinique. Disons le tout net, ce « Congrès » n'est ni plus ni moins qu'une escroquerie politique que nous dénonçons et que nous appelons les Martiniquais et les Martiniquaises à dénoncer.

POURQUOI ?

Nous n'avons cessé d'expliquer que la préoccupation majeure du pouvoir colonial français pour ce qui concerne les dernières colonies, est de trouver les moyens les plus efficaces pour contrer l'aspiration grandissante de nos peuples à la responsabilité et à la souveraineté.

Tout faire pour reculer les échéances et maintenir le plus longtemps possible la domination française sur « ses territoires » Tel est l'objectif de ceux qui dirigent la France.

Hier, ils nous parlaient des avantages mirifiques qu'offraient la décentralisation. La recette n'ayant guère fonctionné, ils ont proposé « l'approfondissement » de cette même décentralisation. Ce nouvel gadget ne soulevant que peu d'enthousiasme, il se sont dit qu'il fallait aller plus loin. Plus loin dans la forme mais en ne touchant pas au fond. Autrement dit, donner aux colonisés l'impression qu'on lâchait du lest, qu'on leur donne un peu de pouvoir tout en maintenant intact le système de domination. Du grand art.

Mais cette fois, pour que la réussite soit totale et surtout plus durable, on associe ou on fait semblant d'associer les politiciens « domiens ». Pour cette sale besogne, on recrute deux parlementaires béni oui-oui, l'un de la Réunion (Tamaya), l'autre de la Martinique (Claude Lise), on leur demande de pondre un rapport à

propos duquel on leur dit ce qui devra y être à savoir des propositions « d'approfondissement » de la décentralisation et ce qui ne devra surtout pas y être, la remise en cause du système actuel qui ne fait que pérenniser la colonisation. Nos deux parlementaires en bons assimilés s'exécutent en suivant les ordres du maître.

Après ce prélude, la « loi d'Orientation » est votée avec son fameux congrès que le gouvernement français ne conçoit que comme un moyen de faire passer son projet de pseudo évolution institutionnelle avec l'aval des colonisés eux-mêmes. Au sommet de l'Etat français, de Chirac à Jospin, le consensus est établi : laisser passer sous une forme ou une autre, une réforme bidon tendant à doter la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane d'une assemblée unique regroupant les compétences actuelles du Conseil Général et du Conseil Régional, quitte à concéder d'autres compétences mineures.

Le gouvernement français sait qu'il joue sur du velours puisqu'il est assuré avec une réforme aussi « audacieuse » d'emporter l'adhésion de toutes la classe politique assimilation-niste de droite et de gauche et même (et c'est bien déplorable) de certains patriotes.

De quoi vont en effet débattre « nos » politiciens, conseillers généraux et régionaux, si ce n'est de leurs propositions déjà connues de tous et qui comme le disait Chirac en Martinique « ne me choquent nullement ». Tous les partisans soit

de la « loi d'orientation » soit de la déclaration dite de Basse-Terre sont d'accord pour cantonner « l'évolution » dans le cadre de la République Française et des institutions européennes. Tous sont d'accord avec des nuances diverses sur une assemblée unique. On ne saurait mieux ravir le pouvoir français qui perçoit bien que les propositions de nos congressistes préserveront en définitive la toute puissance de l'état français dans notre pays et ses intérêts dans la Caraïbe. Mais pour les Martiniquais rien n'aura changé ; pour la jeunesse aucune perspective ne pointerait toujours à l'horizon. Quant à la revendication d'indépendance, le pouvoir espère bien qu'elle sera renvoyée aux calendes grecques tant nos politiciens seront accaparés par la lutte aux places dans cette assemblée unique.

LEUR CONGRÈS EST ILLÉGITIME

Toutes ces manœuvres voulues par le gouvernement français constituent déjà une grande escroquerie. Mais il en est une autre tout aussi énorme. Celle qui consiste à faire croire au Martiniquais puis à l'opinion publique internationale que cette « évolution » se fait en toute démocratie.

Ce fameux congrès qui se trouve investi de la mission de proposer une réforme institutionnelle pour notre pays n'a absolument aucune légitimité pour le faire.

Qui a jamais donné à tel ou à tel conseiller général ou régional pour parler en notre nom de l'avenir de notre pays ? Personne.

Comme chacun le sait les compétences de nos élus de pacotille se limitent à des sujets secondaires. C'est sur la base de ces compétences qu'ils ont été désignés et pas pour un autre projet. Les gouvernements français qui ont mis en place une telle manœuvre se livrent bel et bien, avec

(suite page 7)

IL FAUT ABATTRE LE CAPITALISME

Les attentats du 11 Septembre 2001 sur les États-Unis ont suscité une légitime émotion. En tant que militants révolutionnaires pour qui l'Homme et l'Humanisme sont au centre de nos actions, nous marquons notre total désaccord avec ces actions qui ont frappé des civils américains. Mais au-delà de cette compréhensible émotion, il faut analyser ce qui vient de se passer et le situer dans le contexte mondial actuel.

Depuis longtemps, et particulièrement depuis la disparition de l'Union Soviétique, les USA se comportent en maître du monde avec la prétention de régenter la planète à leur profit et celui des multinationales. Cette politique arrogante ne peut être menée sans des chocs en retour. Les événements du 11 Septembre sont de ceux-là et la politique de matamore qu'annonce le gouvernement US n'empêchera pas qu'il y en ait de nouveau si les USA persistent dans leur volonté de dominer le monde.

Si l'on se situe sur le simple plan humain, les attentats du 11 Septembre ne sont pas pires, et même en proportion sont moindres, que nombre d'actions menées par les USA et leurs alliés depuis quelques années. A titre d'exemples, rappelons :

- en 1945, le largage de bombes atomiques sur le Japon, Selon les estimations, à la fin de l'année 1945 la bombe d'Hiroshima avait tué 140 000 personnes, celle de Nagasaki 70 000. Des dizaines de milliers de blessés devaient succomber au cours des années suivantes.

- 1950 intervention en Corée, plus de 2 millions de civils tués

- 1961, agression contre Cuba et blocus

- 1965 intervention en République Dominicaine avec 25 000 soldats

- 1964-1973 au Vietnam plus de 2 millions de morts Vietnamiens, 3 millions furent blessés. On estime qu'à peu près 12 millions de personnes devinrent des réfugiés

- 1970-1990, opération Condor, les dictatures militaires avec l'appui des USA ont perpétré des milliers de crimes horribles dans presque tous les pays d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud.

- 1982-1984, intervention au Liban

- 1983, invasion de la Grenade

- 1989, invasion de Panama, plus de 3000 morts

- 1985-1986, bombardement de la Libye

- en 1990, pilonnage pendant des semaines de bombes sur l'Irak dans des proportions allant au-delà de toutes celles déversées par les alliés sur l'Allemagne nazie pendant la seconde guerre mondiale,

- de 1990 à nos jours, le blocus imposé à l'Irak qui a, selon maintes ONG, entraîné près de 1.500.000 victimes.

- 1993, débarquement de troupes en Somalie

- 1998, bombardement du Soudan et de l'Afghanistan suite aux attentats de Nairobi et Dar Es Salam,

- 1999, bombardement de la Yougoslavie.

-...etc

Que ces actes soient menés par des États comme les

USA, des groupes d'États comme l'OTAN ou l'ONU ou des personnes ne changent rien au fond du problème. Rien ne justifie que l'on s'en prenne à des civils d'un pays au prétexte que leur gouvernement aurait une politique erronée ou néfaste.

Dans ce cadre, les dirigeants américains et occidentaux sont de véritables hypocrites à se parer de toutes les vertus, de la liberté et la démocratie alors qu'eux-mêmes ont été les premiers à mettre en pratique ce type d'actions aveugles contre des civils.

Ne serait-ce que pour affirmer leur leadership sur le monde, les USA et leurs alliés, vont probablement lancer une offensive militaire visant à punir les supposés auteurs des attentats. Sur cet aspect, il ne faut se faire aucune illusion, ce ne sera pas dans la transparence que va être déterminé et retrouvé le auteur de ces attentats.

Les services de renseignements américains et européens sont assez forts et tordus pour inventer toutes preuves pour faire croire que les personnes ou les États qui seront attaqués sont les auteurs des attentats. A titre d'exemple, rappelons que suite aux attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, les américains ont bombardé de nombreux lieux dont une supposée usine de fabrication d'armes chimiques au Soudan. Il a été prouvé depuis que cette usine ne fabriquait que des médicaments. Mais, rien n'a été dit aux peuples concernés et les médias sont restés silencieux.

Il est vrai que les grandes puissances sont souvent bien placées pour trouver les auteurs des attentats car souvent ce sont d'anciens protégés de leurs propres services de renseignements. Ainsi, on parle sans cesse d'Oussama Ben Laden. Or Ben Laden a été créé, financé et entraîné avec ses hommes par les américains du temps où il se battait contre les soviétiques en Afghanistan. Ce fut exactement la même chose il y a quelques années avec Noriega qui était chef de file de la CIA en Amérique Centrale avant que les USA ne « découvrent » qu'il se livrait au trafic de stupéfiants. Pour le récupérer, les USA ont envahi le Panama et à cette occasion ont tué dans des bombardements plus de 3000 personnes qui n'avaient que le tort de vivre dans des quartiers populaires de la capitale de ce pays ;

Là encore, nous sommes en pleine hypocrisie. Pour lutter contre les peuples ou les mouvements révolutionnaires, les grandes puissances créent des filières ou des réseaux dont il perdent le contrôle par la suite. Ainsi, alors que les grandes puissances prétendent lutter contre la montée de l'islamisme comme source du terrorisme international, ils entretiennent avec les régimes les plus réactionnaires comme l'Arabie Saoudite où règne une monarchie rétrograde, les meilleures relations du monde. Or, les courants les plus radicaux de l'islam trouvent leur source en Arabie Saoudite. Là encore, c'est une illustration que derrière les mots, les puissances défendent avant tout leurs intérêts et ceux de leurs alliés.

La liberté et la démocratie n'ont rien à y voir.

La dénonciation de la piste islamiste avant même toute enquête est d'ailleurs pour le moins suspecte quand on sait qu'il existe aux USA des réseaux fascistes d'extrême droite parfaitement aptes à faire régner le chaos. L'attentat d'Oklahoma City qui avait fait 168 morts l'a démontré.

Il est aussi certain qu'à travers ces derniers attentats, les puissances vont développer plus que jamais à travers leurs médias la confusion entre terrorisme et luttes des peuples. D'ailleurs, Israël s'est déjà précipité dans la brèche en mettant sur le même plan la lutte du peuple palestinien et les attentats de New York. Sharon est égal à lui-même en qualifiant Arafat de « notre Ben Laden ». Cette confusion est entretenue à dessein par les puissances pour diaboliser la lutte des peuples de la planète contre les

oligarchies, le colonialisme ou la dictature. Ainsi, tout près de nous, on tente d'assimiler la guérilla des FARC de Colombie avec le terrorisme. Nul doute que les USA qui ont mis sur pied un plan de vassalisation de ce pays vont intensifier cette propagande.

Rapidement, dès qu'une lutte se développe, vous trouverez des médias occidentaux pour dire qu'elle est terroriste ou financée par le trafic de drogue. En diabolisant les mouvements de libération, les puissances préparent d'avance des actes répressifs qui seront ainsi acceptés par leur opinion publique.

Enfin, il faut bien voir que ces courants radicaux qui apparaissent dans le monde et commettent ces actes désespérés sont nourris par les inégalités qui règnent sur la planète, par l'humiliation imposée par les puissances capitalistes. **Quel que soit le nombre de morts dans les**

ruines du World Trade Center et du Pentagone, il sera toujours moindre que le nombre de personnes mourant quotidiennement de faim sur la planète. On ne pourra faire disparaître cela non à coup d'opérations militaires de prestige mais bien en s'en prenant à la racine du mal, à savoir la lutte contre la faim, la misère, les inégalités sur la Terre.

Les dirigeants des USA et des autres puissances capitalistes et impérialistes, auteurs de guerres et de misère sur la planète, vont profiter de cette situation pour accentuer et renforcer leur domination sur le Monde. **Il nous appartient de continuer la lutte, d'organiser la solidarité entre les peuples pour effectivement renverser le capitalisme et l'impérialisme et construire une société plus juste.**

LEUR CONGRES : UNE ESCROQUERIE POLITIQUE!

(SUITE DE LA PAGE 5)

la complicité de nos « zélus », **à un véritable détournement de la démocratie, à une escroquerie politique.** Les premiers « travaux » de leur fameux congrès nous donnent hélas raison. Aujourd'hui, le consensus est établi autour de la nécessité de doter la Martinique d'une « Assemblée Unique ». Cette pseudo évolution qui recueille l'adhésion des pires réactionnaires assimilationnistes et de certains patriotes -du MIM et du CNCP notamment- constitue un véritable coup de poignard dans le dos des Martiniquais. **Cette Assemblée dit Unique ne dotera la Martinique d'aucun pouvoir réel de décision susceptible de transformer réellement la situation économique de notre pays dans l'intérêt de notre peuple. Ce ne sera ni plus ni moins qu'une illusion de changement.** C'est cela l'essentiel. Et ce n'est pas un hasard si ce projet recueille l'adhésion de la quasi totalité des politiciens

martiniquais partisans farouches du maintien de notre pays dans la France et dans l'Europe. **Les patriotes qui jouent à ce petit jeu devraient se poser des questions et mesurer le poids de leurs responsabilités dans cette entreprise qui ne peut que contribuer à freiner la véritable émancipation de notre peuple et à l'accession à la souveraineté et à l'indépendance de notre pays.**

Aujourd'hui, on vient nous raconter que cette évolution ne se fera pas sans l'aval de la population. Le projet qu'ils concoctent en douce fera nous disent t-ils l'objet d'une consultation électorale. Nouvelle escroquerie, nouveau détournement de la démocratie, nouvelle supercherie. C'est à un véritable tour de passe-passe que l'on nous prépare. Voici donc que des élus qui n'ont reçu aucun mandat du peuple martiniquais pour proposer une évolution

statutaire pondent un projet et font mine de le soumettre à l'aval de la population. Chacun se rend bien compte que préparée de la sorte, l'opération a toutes les chances d'aboutir. Si tout ce que compte ce pays comme « zélus » qui font l'opinion et les élections, est au préalable d'accord sur un projet, celui-ci, tout naturellement et en toute démocratie coloniale, sera avalisé.

Le PKLS, dans ces conditions, ne peut qu'inviter les patriotes qui s'apprête à participer à cette mascarade à se ressaisir. Il appelle les Martiniquais et en particulier les jeunes à condamner ces manœuvres obscures ainsi que leurs auteurs de quel que bord qu'ils appartiennent. Plus que jamais, la lutte pour la conquête du pouvoir par les masses martiniquaises doit s'intensifier. Il n'y a pas en effet d'autre alternative pour sortir du marasme actuel et construire une Martinique nouvelle, digne et responsable, capable d'affronter les défis de notre temps.

SONJE SEPTANM 1870 POU DIMEN !

Février 1870, soit 22 ans après l'abolition, les békés règnent toujours en maître. Les chaînes ont sauté mais la domination coloniale demeure.

Du haut de son arrogance, le français Augier de Maintenon cravache sauvagement le paysan Lubin, au prétexte que celui-ci ne lui aurait pas cédé le passage sur une petite route de campagne aux environs du Marin.

Lubin qui doit croire en la « justice de son pays » porte plainte, sans succès évidemment. De guerre lasse, il décide de se venger. Il cravache à son tour son agresseur d'hier, le sieur De Maintenon. Là brusquement, changement de décors, la justice réagit en volant au secours du français Augier de Maintenon. Lubin se retrouve emprisonné par ceux la même qui avaient toujours refusé de donner suite à sa plainte. Il devient alors clair pour les nègres de Martinique que la justice qui sévit ici est une

justice de classe et de race, une justice à deux temps, l'une pour les noirs pauvres, l'autre pour les blancs riches, une justice raciste en définitive.

C'est alors l'embraselement. Dans les campagnes du Sud de notre pays, la révolte s'étend. Partout, le peuple crie vengeance. L'insurrection, malgré les faibles moyens s'organise. De nombreuses habitations sont incendiées. On assiste même à un début de partage des terres entre les petits paysans. **Le béké raciste et provocateur Codé est capturé et exécuté.** Dans les rangs des insurgés commence à poindre l'expression d'une revendication plus politique. On parle même d'instituer e, Martinique, une République, un état souverain à l'exemple d'Haïti. C'est la première fois que dans l'histoire de notre pays que se fait jour une revendication tendant à la souveraineté nationale.

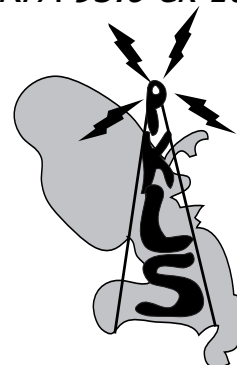
La suite des évènements sera

hélas terrible pour les nègres insurgés : des centaines d'exécutions opérées par les milices békés secondée par celles de riches bourgeois de la « mulâtraille ».

Des condamnations à mort suivies d'exécution à la pelle. Un pouvoir colonial ébranlé qui ne cesse depuis, de déployer tous les moyens nécessaires à sa survie.

Sèptanm 1870, une page glorieuse de notre histoire. Une page d'histoire à étudier, à méditer afin d'en tirer tous les enseignements pour les luttes de demain.

Tou lé jédi
8 tè - 10 zè oswè
PKLS ka bay lavwa
ASOU
RFA 93.6 èk 105.9



■ *Le PKLS sur Internet*

- *des numéros de PATRIYOT*
- *des informations sur le PKLS, sur la Martinique...*

allez visiter notre site

<http://site.voila.fr/pkls/>

■ *Pour nous écrire*

pkls@moncourrier.com

PATRIYOT

Directeur de la publication :

J. P. ETILE

Dépôt légal : octobre
2001

P.K.L.S. - BP 1036
Fort-de-France CEDEX
Imprimerie FLAP